

Royaume du Maroc



Ministère de l'Economie, des Finances
et de la Performance Publique

DIRECTION DU TRÉSOR
ET DES FINANCES EXTÉRIEURES

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRÉSOR

SEPTEMBRE 2026

PREAMBULE

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente.

A la différence de la situation produite par la TGR, qui a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

RESULTATS EN BREF

L'exécution de la loi de finances au terme des trois premiers trimestres de l'année 2026 s'est inscrite dans un environnement international marqué par la persistance de fortes incertitudes, sous l'effet notamment de l'exacerbation des tensions commerciales et géopolitiques, en particulier au Moyen-Orient. Ces évolutions continuent de peser sur les perspectives économiques mondiales et d'alimenter la volatilité des marchés énergétiques, avec des répercussions potentielles sur l'inflation importée et certaines charges budgétaires.

Sur le plan national, l'amélioration de la campagne agricole 2025-2026, soutenue par des conditions pluviométriques favorables, constitue l'un des principaux facteurs de soutien à l'activité économique. La récolte céréalière s'est établie à 90 millions de quintaux, contribuant à une forte progression de la valeur ajoutée agricole de 21,2% au deuxième trimestre de 2026, contre 8,3% un an auparavant. Au-delà de sa contribution directe à la croissance, cette amélioration devrait progressivement produire des effets d'entraînement sur les activités non agricoles, à travers notamment la hausse des revenus en milieu rural et le soutien à la consommation des ménages.

Par ailleurs, le ralentissement des activités non agricoles observé au premier trimestre revêt un caractère largement conjoncturel, en lien notamment avec les fortes intempéries enregistrées au cours des deux premiers mois de l'année, qui ont particulièrement affecté le BTP, la pêche et le trafic portuaire. Les indicateurs conjoncturels disponibles font depuis état d'un raffermissement de l'activité dans plusieurs branches, notamment le BTP, l'industrie et l'énergie. Cette orientation s'inscrit dans un contexte de demande intérieure toujours soutenue, celle-ci ayant progressé de 6,5% au premier trimestre, avec une contribution de 6,9 points à la croissance, portée à la fois par la consommation des ménages (+4,6%) et par le dynamisme de l'investissement brut (+10,8%).

Dans ce contexte, l'exécution budgétaire à fin septembre 2026 demeure caractérisée par une mobilisation soutenue des recettes, en particulier fiscales, parallèlement à la poursuite de l'effort budgétaire en matière de soutien aux revenus, de politiques sociales et d'investissement public.



Déficit budgétaire à fin septembre
2026

33,1 MM.DH



Amélioration du déficit par rapport à
fin septembre 2025

+19,3 MM.DH

La situation des charges et ressources du Trésor fait ainsi ressortir **un déficit budgétaire de 33,1 MM.DH** à fin septembre 2026, contre 52,4 MM.DH un an auparavant, soit **une amélioration de 19,3 MM.DH**. Cette évolution reflète une progression des recettes ordinaires (+43,7 MM.DH) supérieure à celle des dépenses (+24,5 MM.DH), conjuguée à une nette amélioration du solde des comptes spéciaux du Trésor.

RECETTES

À fin septembre 2026, les recettes nettes des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont enregistré une progression de près de 43,7 MM.DH (+14,8%) par rapport à fin septembre 2025, portant ainsi leur taux de réalisation à 78,3% des prévisions de la loi de finances (LF).

Les recettes fiscales ont affiché une hausse de 30,2 MM.DH (+11,7%), avec un taux de réalisation de 78,7% des prévisions de la LF 2026. Cette évolution s'est accompagnée d'une augmentation de près de 2,5 MM.DH des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales (CT), dont le montant a atteint 20,7 MM.DH.

La progression de ces recettes demeure principalement portée par l'impôt sur les sociétés (IS), dont les recettes ont augmenté de 17,9 MM.DH (+24,8%), pour atteindre un taux de réalisation de 95,5%. Cette évolution reflète essentiellement la bonne dynamique des versements spontanés, en hausse de 17,5 MM.DH (+23%), tirée notamment par la progression des deux premiers acomptes (+8,6 MM.DH ou +30,8%) et du complément de régularisation (+4,1 MM.DH ou +20,4%).

Les recettes de l'impôt sur le revenu (IR) ont, pour leur part, enregistré une progression plus modérée, de 1,1 MM.DH (+2,2%), portant leur taux de réalisation à 81%. Cette évolution demeure toutefois affectée par un effet de base lié à la recette exceptionnelle de 3,8 MM.DH enregistrée à fin septembre 2025, au titre de la

régularisation fiscale volontaire prévue par la LF 2024. Hors cette opération, les recettes de l'IR auraient progressé de 10,4%, portées notamment par la hausse de l'IR retenu sur les salaires (+2 MM.DH) et de l'IR retenu sur les profits de cession de valeurs mobilières (+1,4 MM.DH).

Les recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ont également poursuivi leur progression, affichant une hausse de 6,1 MM.DH (+8,4%) et un taux de réalisation de 68,9%. Cette évolution a été portée principalement par la TVA à l'importation (+3,7 MM.DH ou +8%) et, dans une moindre mesure, par la TVA intérieure (+2,4 MM.DH ou +9%).

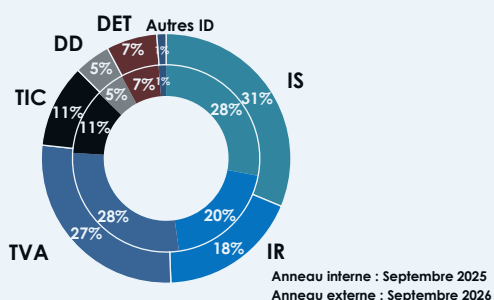
La progression de la TVA à l'importation résulte de la hausse des recettes afférentes aux produits hors énergie (+2,3 MM.DH ou +5,8%). S'agissant de la TVA intérieure, son évolution nette tient compte des remboursements d'un montant de 11,5 MM.DH, hors part des CT, contre 9,5 MM.DH à fin septembre 2025.

Les recettes des taxes intérieures de consommation (TIC) ont enregistré une progression de 1,9 MM.DH (+6,5%), affichant un taux de réalisation de 68,5%. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des recettes des TIC sur les tabacs (+1 MM.DH ou +9,7%), ainsi que par la progression des TIC sur les produits énergétiques (+468 M.DH ou +3%), en liaison avec l'augmentation du volume des carburants mis à la consommation.

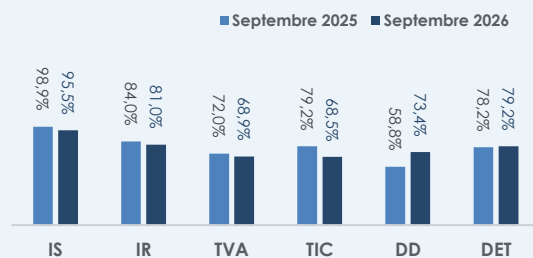
Les droits de douane ont, pour leur part, enregistré un taux de réalisation de 73,4% et une hausse de 1,1 MM.DH (+8,7%), sous l'effet notamment de la progression de la valeur des importations mises à la consommation.

Les droits d'enregistrement et de timbre ont, quant à eux, enregistré un taux de réalisation de 79,2% et une augmentation de 2 MM.DH (+11,8%), résultant principalement de la progression de 1,6 MM.DH des recettes issues des droits d'enregistrement.

Graphique 1 : Structure des recettes fiscales



Graphique 2 : Taux de réalisation des prévisions



Les recettes non fiscales ont, quant à elles, atteint 46,7 MM.DH à fin septembre 2026. Elles proviennent notamment des produits versés par les établissements et entreprises publics à hauteur de 16,8 MM.DH, dont 6,2 MM.DH par l'OCP, 4,4 MM.DH versés par Bank Al-Maghrib et 4 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie. Elles comprennent également des recettes au titre des mécanismes de financement innovants pour un montant de 20,1 MM.DH.

DEPENSES

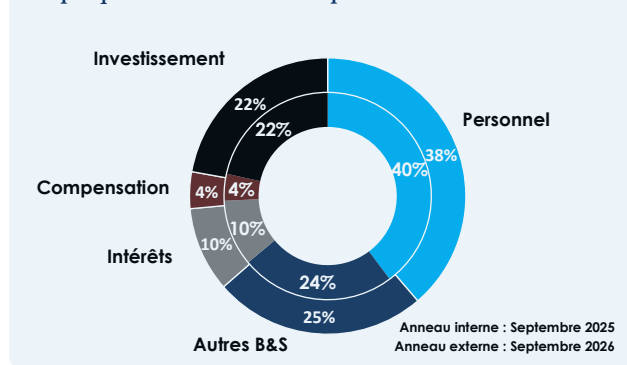
Les dépenses ordinaires se sont élevées à 290,7 MM.DH à fin septembre 2026, affichant un taux d'exécution de 76,6% et une hausse de 24,8 MM.DH (+9,3%) par rapport à fin septembre 2025. Cette évolution résulte notamment de la hausse des dépenses au titre des biens et services de 20,9 MM.DH (+9,6%), conjuguée à l'augmentation des intérêts de la dette de 2,1 MM.DH (+5,9%) et des charges de compensation de 1,9 MM.DH (+13,3%).

La hausse des dépenses au titre des biens et services reflète notamment l'impact budgétaire des mesures décidées dans le cadre du dialogue social et le renforcement des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics, notamment ceux à caractère social. Les dépenses de personnel ont ainsi progressé de 9,7 MM.DH par rapport à fin septembre 2025, affichant un taux de réalisation de 74%. Quant aux dépenses relatives aux autres biens et services, elles ont augmenté de 11,2 MM.DH, portant leur taux de réalisation à 72,2%.

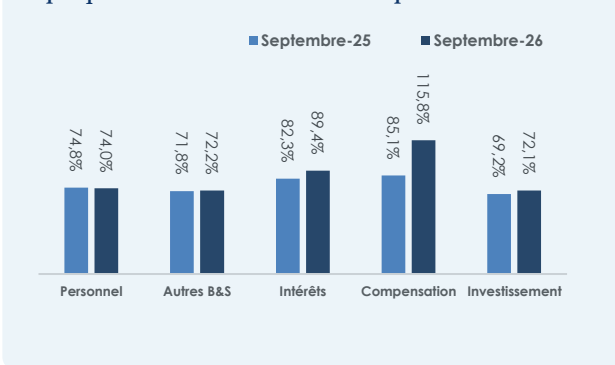
Les charges d'intérêts de la dette ont, pour leur part, enregistré une hausse de 2,1 MM.DH (+5,9%), résultant d'une augmentation de 1,4 MM.DH au titre de la dette intérieure et de 645 M.DH au titre de la dette extérieure. Leur taux de réalisation s'est établi à 89,4% par rapport aux prévisions de la LF 2026.

Les charges de compensation ont enregistré une progression plus marquée (+13,3%) pour atteindre 16 MM.DH à fin septembre 2026, soit un taux de réalisation de 115,8% des prévisions de la LF. Cette évolution s'explique principalement par les aides directes accordées aux professionnels du secteur du transport, pour un montant de 2,6 MM.DH, en vue d'atténuer les effets de la hausse des prix des carburants induite notamment par le conflit au Moyen-Orient.

Graphique 3 : Structure des dépenses



Graphique 4 : Taux de réalisation des prévisions



L'évolution des recettes et des dépenses ordinaires s'est traduite par une amélioration du solde ordinaire, qui a dégagé un excédent de 48,2 MM.DH à fin septembre 2026, contre 29,3 MM.DH un an auparavant.

Par ailleurs, l'effort d'investissement public s'est poursuivi, avec **des dépenses d'investissement** atteignant 82,8 MM.DH, en hausse de 9,8 MM.DH (+13,4%) par rapport à fin septembre 2025. Cette progression, supérieure à celle des dépenses globales, porte le taux de réalisation des dépenses d'investissement à 72,1%.

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un excédent de 1,5 MM.DH, contre un solde débiteur de 8,7 MM.DH à fin septembre 2025, soit une amélioration de 10,2 MM.DH. Ce solde résulte notamment des excédents dégagés par les comptes d'affectation spéciale, à hauteur de 1,3 MM.DH, et les comptes de dépenses sur dotations, à hauteur de 637 M.DH.

FINANCEMENT

Le besoin de financement du Trésor s'est établi à 41,4 MM.DH à fin septembre 2026, contre 71,7 MM.DH un an auparavant, soit une baisse de 30,3 MM.DH. Cette évolution reflète l'amélioration du solde budgétaire, conjuguée à une variation favorable de 11 MM.DH des opérations en instance par rapport à fin septembre 2025.

La couverture de ce besoin a été assurée à travers le recours aux financements intérieur et extérieur. Les mobilisations nettes sur le marché domestique se sont établies à 22,1 MM.DH, correspondant à des souscriptions pour un montant de 97,3 MM.DH et à des remboursements en principal pour 75,2 MM.DH. Parallèlement, les emprunts extérieurs nets ont atteint 25,2 MM.DH, résultant des tirages de 40,7 MM.DH, dont 23,7 MM.DH mobilisés sur le marché financier international, et des amortissements de 15,5 MM.DH.

En millions de dirhams	Septembre 2025	Septembre 2026	Ecart	
			en %	en valeur
I - RECETTES ORDINAIRES	295 148	338 877	14,8%	43 729
RECETTES ORDINAIRES <i>(Hors Cession de participations de l'Etat)</i>	295 148	338 877	14,8%	43 729
Recettes fiscales	258 134	288 334	11,7%	30 199
Impôts directs	126 750	145 875	15,1%	19 125
Impôts indirects	101 872	109 860	7,8%	7 988
Droits de douane	12 511	13 595	8,7%	1 084
Enregistrement et timbre	17 001	19 003	11,8%	2 002
Recettes non fiscales	33 503	46 717	39,4%	13 214
Recettes en provenance des EEP	16 023	16 757	4,6%	734
Autres recettes	17 480	29 960	71,4%	12 480
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
Recettes de certains CST	3 511	3 826	9,0%	315
Fonds de soutien des prix	271	200	-26,2%	-71
Fonds spécial routier	3 240	3 626	11,9%	386
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	347 565	372 023	7,0%	24 458
DEPENSES ORDINAIRES	265 841	290 683	9,3%	24 842
Biens et services	216 609	237 504	9,6%	20 895
Personnel	134 843	144 558	7,2%	9 715
Autres biens et services	81 766	92 946	13,7%	11 180
Dette publique (1)	35 074	37 139	5,9%	2 065
Intérieure	27 716	29 136	5,1%	1 420
Extérieure	7 358	8 003	8,8%	645
Compensation (2)	14 158	16 040	13,3%	1 882
SOLDE ORDINAIRE	29 307	48 194	64,4%	18 887
INVESTISSEMENT	73 024	82 813	13,4%	9 789
dont Fonds spécial routier	2 049	2 485		436
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	-8 700	1 474	-116,9%	10 173
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-52 417	-33 146	-36,8%	19 271
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-19 321	-8 294		11 028
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-71 738	-41 440	-42,2%	30 299
FINANCEMENT INTERIEUR	37 533	16 248		-21 285
Endettement intérieur	31 096	22 106		-8 991
Autres opérations	6 437	-5 858		-12 294
FINANCEMENT EXTERIEUR	34 205	25 192		-9 014
Tirages	42 799	40 713	25,2	-2 087
Amortissements	-8 594	-15 521		-6 927

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	Septembre 2025	Septembre 2026	Ecart	
			en %	en valeur
RECETTES FISCALES	258 134	288 334	11,7%	30 199
Impôts directs	126 750	145 875	15,1%	19 125
Impôt sur les sociétés (I.S)	72 234	90 171	24,8%	17 937
Impôt sur le revenu (I.R)	51 141	52 243	2,2%	1 102
Autres impôts directs	3 375	3 461	2,5%	86
Impôts indirects	101 872	109 860	7,8%	7 988
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	72 661	78 754	8,4%	6 092
Intérieure	26 182	28 534	9,0%	2 352
Importation	46 479	50 220	8,0%	3 740
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	29 211	31 107	6,5%	1 896
Tabacs	10 580	11 604	9,7%	1 024
Produits énergétiques	15 694	16 163	3,0%	468
Autres	2 937	3 340	13,7%	404
Droits de douane (D.D)	12 511	13 595	8,7%	1 084
Enregistrement et timbre (D.E.T)	17 001	19 003	11,8%	2 002
RECETTES NON FISCALES	33 503	46 717	39,4%	13 214
Recettes en provenance des EEP	16 023	16 757	4,6%	734
Autres recettes	17 480	29 960	71,4%	12 480
Cession de participations de l'Etat	0	0	-	0
RECETTES DE CERTAINS CST	3 511	3 826	9,0%	315
Fonds de soutien des prix	271	200	-26,2%	-71
Fonds spécial routier	3 240	3 626	11,9%	386

ANNEXE STATISTIQUE (suite)

En millions de dirhams	LF 2026	Septembre 2026	Réalisations/ LF 26
I - RECETTES ORDINAIRES	432 793	338 877	78,3%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	426 793	338 877	79,4%
Recettes fiscales	366 508	288 334	78,7%
Impôts directs	164 228	145 875	88,8%
Impôts indirects	159 745	109 860	68,8%
Droits de douane	18 532	13 595	73,4%
Enregistrement et timbre	24 003	19 003	79,2%
Recettes non fiscales	62 685	46 717	74,5%
Recettes en provenance des EEP	27 522	16 757	60,9%
Autres recettes	29 163	29 960	102,7%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 600	3 826	106,3%
Fonds de soutien des prix	600	200	33,3%
Fonds spécial routier	3 000	3 626	120,9%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	488 239	372 023	76,2%
DEPENSES ORDINAIRES	379 408	290 683	76,6%
Biens et services	324 002	237 504	73,3%
Personnel	195 331	144 558	74,0%
Autres biens et services	128 671	92 946	72,2%
Dette publique (1)	41 551	37 139	89,4%
Intérieure	31 266	29 136	93,2%
Extérieure	10 285	8 003	77,8%
Compensation (2)	13 856	16 040	115,8%
SOLDE ORDINAIRE	53 384	48 194	90,3%
INVESTISSEMENT	114 830	82 813	72,1%
dont Fonds spécial routier	3 000	2 485	82,8%
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	6 000	1 474	24,6%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-55 446	-33 146	59,8%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE		-8 294	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-55 446	-41 440	74,7%
FINANCEMENT INTERIEUR	14 447	16 248	112,5%
Endettement intérieur		22 106	
Autres opérations		-5 858	
FINANCEMENT EXTERIEUR	40 999	25 192	61,4%
Tirages	60 000	40 713	67,9%
Amortissements	-19 001	-15 521	81,7%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

En millions de dirhams	LF 2026	Septembre 2026	Taux de réalisation
RECETTES FISCALES	366 508	288 334	78,7%
Impôts directs	164 228	145 875	88,8%
Impôt sur les sociétés (I.S)	94 464	90 171	95,5%
Impôt sur le revenu (I.R)	64 522	52 243	81,0%
Autres impôts directs	5 243	3 461	66,0%
Impôts indirects	159 745	109 860	68,8%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	114 355	78 754	68,9%
Intérieure	43 321	28 534	65,9%
Importation	71 035	50 220	70,7%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	45 390	31 107	68,5%
Tabacs	17 717	11 604	65,5%
Produits énergétiques	23 058	16 163	70,1%
Autres	4 615	3 340	72,4%
Droits de douane (D.D)	18 532	13 595	73,4%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	24 003	19 003	79,2%
RECETTES NON FISCALES	62 685	46 717	74,5%
Recettes en provenance des EEP	27 522	16 757	60,9%
Autres recettes	29 163	29 960	102,7%
Cession de participations de l'Etat	6.000	0	0,0%
RECETTES DE CERTAINS CST	3 600	3 826	106,3%
Fonds de soutien des prix	600	200	33%
Fonds spécial routier	3 000	3 626	120,9%